

# Le Cantal Ouvrier et Paysan

Bimensuel

**JOURNAL FEDERAL DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS**

Centre Commercial de Belbex - 15000 Aurillac - Tel : 04.71.64.51.68 - Abonnement 1 an : 24€, de soutien : 32€ - CCP 286 31 C

**EDITO**

## **ALSTOM-BELFORT INDISPENSABLE À L'AVENIR DE LA FRANCE**

**Michel LERON**

**S**i la direction d'Alstom parvient à fermer Belfort, non seulement cela sera un drame humain et social, mais la France ne sera plus capable de produire sur son sol des motrices de TGV et des locomotives pour des décennies.

Or, avec la lutte contre le réchauffement climatique, le développement des mégapoles urbaines et des liaisons intercités rapides et fiables, jamais l'humanité n'a eu autant besoin de transports ferroviaires. Partout dans le monde, ce mode de transport est en pleine expansion. Le marché ferroviaire mondial devrait croître de 2,7%, dont 2% en Europe d'ici 2019. En 2013, il représentait déjà plus 150 milliards de dollars dont 41 milliards en l'Union européenne et 58 milliards de dollars pour le seul matériel roulant.

Alstom est le 3e constructeur mondial derrière Bombardier et Siemens. Entre avril 2015 et mars 2016, il a engrangé 10,6 milliards d'euros de commandes, portant le total de son carnet de commandes à 30,4 milliards d'euros. Son résultat d'exploitation est en progression de 23% par rapport à l'année précédente et il a distribué 3,2 milliards d'euros à ses actionnaires à travers une offre publique de rachat d'actions. Alstom a largement bénéficié du CICE et du CIR.

L'appui des services de l'État, comme la réputation d'excellence technique que lui apporte le fait d'avoir la SNCF pour client, sont pour beaucoup dans ses succès à l'exportation.

Le choix de la direction d'Alstom de fermer Belfort n'est pas celui d'une entreprise en difficulté face à un environnement hostile, il est un choix stratégique de produire de moins en moins sur le territoire français. **Et, à la veille des échéances électorales de 2017, la direction d'Alstom entend prendre en otage les salariés de l'usine de Belfort pour faire financer sa stratégie par l'État via la commande publique de la**

**SNCF et de la RATP.** Or, depuis quinze ans, les gouvernements successifs n'ont rien fait, ou si peu, pour le développement du ferroviaire. Ils ont fermé de nombreuses lignes de chemin de fer, renoncé à l'éco-taxe destinée à financer les infrastructures et, cerise sur le gâteau, avec la loi Macron, la concurrence du train par des bus low cost a été légalisée et favorisée. Pire, aujourd'hui, alors que l'État est actionnaire d'Alstom à hauteur de 20%, le gouvernement est dans le déni en jurant ses grands dieux qu'il ne savait rien sur la fermeture de Belfort.

En Europe les différents paquets ferroviaires imposant la concurrence de tous contre tous et l'absence de politique industrielle autre que celle du libre-échange ont empêché la construction d'une Europe du transport ferroviaire basée sur la coopération des grandes compagnies publiques de chemin de fer et la création d'un « Airbus » du matériel roulant.

Autour de l'existence du site du Belfort et de ses emplois se joue l'avenir ferroviaire de notre pays et de l'Europe et donc de notre capacité à répondre aux défis des transitions écologiques et urbaines qui travaillent nos sociétés.

Le PCF considère à ce titre qu'Alstom Belfort et les compétences de ses salariés, les brevets qui y ont été développés, doivent être considérés comme bien commun inaliénable de notre peuple et non comme propriété des actionnaires d'Alstom.

Le Parti communiste est disponible pour débattre avec tous des solutions pérennes pour le site de Belfort, pour l'industrie ferroviaire et participera aux rassemblements aux côtés des salariés, des syndicats et des citoyens. Il prendra des initiatives pour mener et gagner cette bataille pour l'emploi, le renouveau de l'industrie ferroviaire à Belfort, comme dans tout le pays.

80 ans du COP

## « Souvenirs » de Maurice Raynaud

(suite et fin)

*Le COP un journal local*

La « Une » du COP présentait toujours un éditorial politique (signé) de portée nationale, mais y étaient rattachées les conséquences au plan local des décisions gouvernementales.

De nombreux articles « portaient » des réalités locales pour donner une analyse montrant le lien entre des aspects cantaliens et des décisions prises par les élus à la tête des communes, des départements, de la région ou de l'Etat.

Enfin, il y avait aussi des informations très locales, intéressantes, choisies, se rapportant aux évènements des cantons et communes. Cette dernière partie à bâtir n'était pas sans difficulté, pour éviter de tomber dans le dérisoire ou la plate énumération de menus faits.

Il existait aussi une rubrique sportive concernant le rugby du Stade aurillacois, rubrique « tenue » par Edouard Aymard, spectateur assidu et critique compétent.

Le COP, journal de lutte, d'éducation politique était également un lien très fort entre les communistes du Cantal.

---

---

## EN EUROPE, LE DROIT DES FEMMES RECULE

Alors que les femmes sont souvent mobilisées pour reprendre le contrôle de leur vie, aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée, **dans tous les pays du monde, les réactionnaires fourbissent leurs armes pour briser leurs aspirations.** Ils ont mené la semaine dernière une offensive dans 2 pays européens.

**Ainsi en Pologne**, dont la législation est très restrictive en terme d'interruption volontaire de grossesse, **le gouvernement propose une loi qui interdit l'avortement y compris en cas de viol, de graves malformations du fœtus ou de danger pour la vie de la mère.** Ainsi, les associations pro-vie, qui ont obtenu ce durcissement, prétendent déposséder les femmes de tout choix relatif à leurs corps, quitte à les mettre en danger ou à les assigner au seul rôle de procréatrices !

**Au même moment, l'Italie** a célébré son « Fertility Day », censé sensibiliser les jeunes à la nécessité de procréer. Cette campagne, organisée par le ministère de la santé italien, explique en réalité que **les priorités des femmes doivent être tournées vers les enfants**, leur naissance, leur accompagnement, leur éducation.

**En France même**, de Manif pour Tous en ABCD de l'égalité, les forces réactionnaires ont pu convaincre et mobiliser contre l'intérêt des femmes, encouragées, parfois, par les renoncements gouvernementaux. Le **Front national en a même fait un programme**, distillé à coups de petites phrases revendiquant le « **retour au foyer** » des unes et des autres.

**Les militantes et militants du Parti Communiste Français sont du côté des femmes de Pologne, d'Italie, de France et d'ailleurs** pour balayer ces tentatives rétrogrades et pour entrer de plain-pied dans un XXI<sup>e</sup> siècle aux couleurs du choix, des libertés, de l'égalité, de la solidarité pour toutes les femmes du monde entier.

## LA POTION QUI TUE LE MALADE

Alors que la ministre de la Santé mène une campagne médiatique d'autosatisfaction sur la baisse du déficit de la Sécurité sociale prévue en 2017, le PCF tient à rappeler la dégradation de la prise en charge des soins.

Après avoir repoussé l'âge de départ à la retraite en 2014, supprimé l'universalité des prestations sociales en 2015, imposé une cure d'austérité sans précédent de 11 milliards d'euros pour les hôpitaux, le gouvernement se félicite donc d'avoir « sauvé la Sécurité sociale ».

**Mensonge de la part d'un gouvernement qui n'a eu de cesse de poursuivre la politique libérale en réduisant les moyens des hôpitaux, en exonérant les entreprises et en mettant à mal les principes fondateurs de la Sécurité sociale.**

La baisse du reste à charge des ménages en matière de santé cache mal les renoncements aux soins grandissants des plus précaires. Selon une enquête du Secours Populaire Français, **68 % des Françaises et des Français estiment que les inégalités en matière d'accès à la santé se sont creusées au cours des dernières années.**

Les parlementaires communistes s'opposeront au projet de financement de la sécurité sociale pour 2017 et défendront des mesures alternatives en supprimant les exonérations de cotisations des entreprises, en mettant à contribution les revenus du capital et en imposant l'égalité salariale entre les femmes et les hommes afin de **créer de nouvelles recettes capables de financer une prise en charge des soins à 100 % par la Sécurité sociale.**

PCF

# Appel : zéro fermeture de bureau de poste

Nous sommes usagers, syndicalistes, élus locaux, réunis à la fête de l'humanité, ce jour du 10 septembre 2016, nous lançons un appel à toutes nos concitoyennes et concitoyens pour défendre et développer le service public de la Poste.

L'objectif principal du Contrat de Présence Postale Territoriale (CDPPT) pour les 3 ans à venir, en cours de discussion entre la poste, le gouvernement et l'Association des Maires de France, au nom de « l'adaptation du réseau aux contraintes économiques », est la fermeture de très nombreux bureaux de poste, en continuant les fermetures dans le monde rural et en les accélérant dans les villes.

**Aucun bureau de poste ne doit évoluer sans l'accord préalable du conseil municipal et des CDPPT.**

La poste doit orienter sa politique

vers ce qui est sa mission : le service public, et non pas empocher le CICE (300 millions par an) pour supprimer des emplois et privilégier la rentabilité financière.

Nous appelons nos concitoyens à :

1. Refuser l'orientation adoptée pour ce nouveau contrat de présence postale pour 2017-2019.

2. Se battre partout, pied à pied, pour empêcher toute fermeture d'un bureau de poste, « Objectif : zéro fermeture de bureau de poste ! »

3. Demander que les CDPPT soient élargis aux associations d'usagers et organisations syndicales représentatives du personnel et qu'elles soient consultées sur l'ensemble des évolutions en cours au sein du réseau postal local ou sur les réorganisations de services qui impactent les conditions de travail et le service

rendu aux usagers.

4. Demander la hausse des ressources du fonds de péréquation qui permettent de financer les rénovations et accompagnements du public dans les bureaux de postes et que ce périmètre soit élargi au-delà des quartiers en politique de la ville.

5. Agir pour mettre en place de vraies maisons de services publics, ce qui implique des objectifs en termes de créations d'emplois, de formation, de gestion démocratique...

6. Créer partout des collectifs locaux et départementaux avec le triptyque gagnant usagers-syndicalistes- élus et partis politiques. Une coordination nationale impulsera ce mouvement en lien avec la « convergence des services publics ».

*Paru dans L'Humanité*

## Accueil des réfugiés

Les conseiller-e-s régionaux communistes d'Auvergne Rhône-Alpes s'insurgent contre les propos insoutenables tenus le 14 septembre 2016 par le Président de Région Laurent Wauquiez concernant son refus d'accueillir des réfugiés dans notre Région.

**Non ! Les réfugiés ne sont pas un problème comme le proclame partout dans les médias Laurent Wauquiez !** Le problème vient du fait que nous ne les accueillons pas justement !

Nous dénonçons ces déclarations irresponsables qui n'ont pour effets que d'attiser la haine et la peur de l'étranger auprès de nos concitoyens au risque d'encourager au désordre public et de générer des réactions désastreuses.

Bien au contraire, la solidarité impose à notre grande Région de prendre toute sa part de responsabilité dans l'accueil digne et humain de ces réfug-

giés. Nous parlons d'un millier de personnes pour un territoire qui compte 7,7 millions d'habitants !

Face à cette instrumentalisation politique inacceptable de la situation des migrants à Calais, les élu-e-s communistes propose que le Conseil régional, à travers ces dispositifs de solidarités, soutiennent l'ensemble des communes et les départements de notre Région qui souhaitent accueillir des réfugiés.

Lors de l'assemblée plénière du 22 septembre, sous les cris hystériques du Front national, **les élu-e-s communistes ont fait la proposition que notre Région soutienne l'Etat dans cette démarche d'accueil en facilitant notamment l'intégration des jeunes réfugiés lycéens.** Cette proposition a malheureusement été rejetée par le Président Wauquiez... Sans commentaires !

**Groupe PCF-FDG  
Auvergne Rhône-Alpes**

## Que demande le peuple ?

La grande restitution nationale le 8 octobre à 14h, au siège de la Fédération du PCF Cantal, sous forme d'une émission diffusée en direct sur internet sera un moment important pour préciser « voilà ce que demande le peuple, voilà nos propositions » !



# Hommage à Georges Séguy

Mardi 20 septembre 2016, **plusieurs centaines de militants de la CGT et du PCF ont salué, à Montreuil, la mémoire de notre camarade Georges Séguy**, ancien secrétaire général de la CGT et dirigeant communiste disparu en août dernier.

**Résumé de l'intervention de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF :**

« L'hommage qui nous rassemble est exceptionnel et singulier, mais finalement aussi naturel que le fut l'engagement de Georges tout au long de sa vie. Un engagement dans lequel militantisme politique et syndical ne se confondaient pas mais formaient un tout, solidement ancré dans un seul et même désir de justice. L'Humanité pour tous, il en a fait le combat d'une vie. Georges Séguy vivait le communisme dans sa chair, comme un idéal

de société bien sûr, mais aussi comme un rapport concret au temps présent, comme une matrice de compréhension du monde. S'il défendait l'indépendance syndicale, il pourfendait donc l'apolitisme, et plaidait pour la politisation du monde ouvrier et de l'ensemble des travailleurs. **Georges Séguy tenait en haute estime la démocratie au sens le plus profond, le pouvoir de tous, par tous et pour tous.** Il était un homme du peuple qui, malgré ses hautes responsabilités, ne s'était jamais éloigné du terrain. Georges Séguy était un rassembleur infatigable, conscient que l'unité de la classe ouvrière, de tous les travailleurs - lui qui très tôt prit la mesure des bouleversements du monde du travail, était indispensable à toute avancée majeure de civilisation.

Georges Séguy est parti au terme d'une longue et riche vie. **Il fut un acteur de son temps et un artisan du futur. Nous lui devons beaucoup.** Il fut de ses hommes et femmes qui portent en eux toute l'humanité et les espoirs enivrants de lendemains qui chantent. Son visage jovial et ses yeux rieurs reflétaient toute la dignité et la fierté de la classe ouvrière. Puissent son courage exemplaire et sa confiance en l'homme nous porter toujours en avant. »

## AGENDA

**Samedi 8 octobre :** 14h - Restitution de l'opération « Que demande le peuple ? », retransmission en direct au siège du PCF Cantal.

**Dimanche 9 octobre :** Marche pour la Paix à Lissac-sur-Couze (Corrèze)

**Les 19 et 20 octobre :** Appel de la CGT pour une large mobilisation « Tous à Amiens pour la relaxe des Goodyear », 8 camarade condamnés en 1<sup>ère</sup> instance à 24 mois de prison (dont 9 fermes).

**Samedi 22 octobre :** 80 ans du COP (voir invitation et programme en page supplémentaire)

**Dimanche 23 octobre :** 75<sup>ème</sup> anniversaire des fusillades de Châteaubriant

**Samedi 5 novembre :** Conférence nationale du PCF

**Du 28 novembre au 12 décembre :** Elections professionnelles TPE

**Du 15 au 18 décembre :** à Berlin, congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE)

Dispensé de timbrage **Aurillac PPDC**

*Le Cantal  
Ouvrier et  
Paysan*



Centre Commercial  
de Belbex  
15000 AURILLAC

**PRESSE  
URGENTE**  
DISTRIBUÉE PAR  
**LA POSTE**

Déposé le 30/09/2016

**LE CANTAL OUVRIER ET PAYSAN**

Le directeur de la publication :

**William Burias**

C.P.P.A.P. n° 1217 P.10717

Imprimé par le COP, Centre Commercial  
de Belbex - 15000 AURILLAC

**PRIMAIRES**

